
[Inde : le gouvernement de l'Odisha ne doit pas ignorer les droits forestiers sur le site du projet de POSCO](#)

Le gouvernement de l'Odisha a donné plus de 800 hectares au géant sud-coréen de l'acier POSCO pour la construction d'une centrale électrique qui met en danger près de 4 000 familles. Depuis le début, le projet s'est heurté à la ferme résistance des communautés locales et il a soulevé de graves questions de la part d'organisations écologistes et des droits de l'homme concernant ses effets sur la société et l'environnement. Quand POSCO s'est retirée du projet au début de cette année, le ministre de l'Industrie de l'Odisha a annoncé que la terre serait transférée à une agence d'État, la Société de développement de l'infrastructure industrielle de l'Odisha (IDCO en anglais). Les autorités ont commencé à construire un mur autour du site du projet pour éviter les 'incursions illégales'. Le non-respect du droit de la population indigène d'utiliser ses terres viole non seulement la législation internationale mais les lois nationales indiennes concernant les droits à la terre et aux forêts. Vous trouverez davantage d'information en anglais à l'adresse :

<https://www.amnesty.org.in/show/news/odisha-government-must-not-ignore-forest-rights-claims-on-posco-project-sit>.